

Les mutualités rejettent le budget 2017 des soins de santé

Ce lundi réuni en Conseil Général, l'ensemble des unions nationales des mutualités (chrétienne, socialiste, libre, libérale et neutre) et les syndicats ont rejeté le budget des soins de santé 2017 proposé par le gouvernement, impliquant une économie totale de 902 millions euros. Avec cette coupe sombre, le gouvernement limite la croissance du budget pour 2017 à 0,5%. En 2014, il s'était pourtant engagé à respecter une trajectoire budgétaire de croissance annuelle, déjà réduite mais stable, de 1,5% jusqu'en 2019.

Bien qu'une croissance limitée à 1,5% représentait en soi une gageure (le Bureau du Plan estime la croissance nécessaire à 2,2%), le Comité de l'Assurance de l'INAMI avait proposé il y a deux semaines des économies de 660 millions euros pour respecter cette norme légale compte tenu de l'économie structurelle supplémentaire de 140 millions en 2016. En allant au-delà, le gouvernement met en péril plusieurs équilibres.

Tout d'abord, les mutualités dénoncent la répartition inéquitable des efforts. Un tiers des 3 milliards d'économies prévues se font sur le dos de la sécurité sociale, des patients, des prestataires et des allocataires sociaux. Les épaules les plus larges devraient porter la plus grande partie des efforts et pas l'inverse.

Pour contraindre les dépenses des soins de santé dans ce taux de croissance limité de 0,5%, le gouvernement impose des mesures largement linéaires. Les mutualités craignent que de telles économies d'être reportées sur le dos des patients, soit par des suppléments et hausses de tarifs, soit par une réduction de la qualité des soins consécutive à des réductions d'emploi et donc d'encadrement.

Enfin, une norme de croissance aussi limitée ne permettra pas de dégager de marge pour investir dans l'avenir et conduire une politique de santé offrant des réponses innovantes aux nouveaux besoins de la population.

L'argent manque, des économies s'imposent, on n'a pas le choix, on continue avec moins de moyens... C'est la vision de ce gouvernement. Or, il faut radicalement changer de cap. Nous devons quitter les budgets historiques et la pensée en silos. Il faut partir des besoins des patients tels que la psychothérapie, les soins chroniques... Ensemble, nous devons bâtir un système de soins de santé en phase avec les besoins présents et futurs de notre société.

Les mutualités mettent en garde: en imposant un paquet d'économies de plus de 902 millions euros, ce gouvernement accélère encore la dérive vers une médecine à deux vitesses. C'est un recul social jamais vu depuis 10 ans.

Alliance nationale des mutualités chrétiennes : Jean HERMESSE & Luc VAN GORP

Union nationale des mutualités socialistes : Paul CALLEWAERT & Jean-Pascal LABILLE

Union nationale des mutualités neutres : Philippe MAYNE

Union nationale des mutualités libres : Xavier BRENEZ

Union nationale des mutualités libérales : Geert MESSIAEN